

Déclaration de Dakar

Pour des politiques agricoles et commerciales solidaires

Réunis à Dakar du 19 au 21 mai 2003 à quelques mois de l'échéance cruciale des négociations de l'OMC à Cancun, des représentant(e)s d'organisations paysannes et de producteurs agricoles d'Afrique, d'Amériques, d'Asie et d'Europe ont publié la déclaration suivante:

I. Les conceptions à l'OMC: le monde à l'envers

La "libéralisation" du commerce agricole et la dérégulation, impulsées par l'OMC, le FMI, les accords de libre-échange, ... sont source d'importants dégâts dans le monde entier: faim, chômage, inégalités, pauvreté, dégradation des ressources naturelles s'accroissent dans le monde rural, en particulier dans le Sud. Les paysan(ne)s sont contraints à l'exode rural et à l'émigration. De plus en plus, l'industrie agro-alimentaire transnationale les remplace et accapare leurs terres.

En soumettant les agricultures aux prix mondiaux, l'OMC part d'un a priori démenti par les faits: un marché mondial qui donnerait des résultats valables, uniformes pour tous les pays. Les prix agricoles sont instables, chroniquement déprimés et tendent à se dégrader à long terme.

L'OMC vise à interdire la protection à l'importation, instrument disponible pour tous, y compris les pays pauvres. Elle favorise par contre des instruments de protection disponibles uniquement pour les pays riches (aides découplées de la production inscrites dans la boîte verte de l'OMC). Cela permet notamment un blanchiment du dumping.

La priorité des priorités de l'OMC, c'est la baisse des prix agricoles: elle le fait de deux façons:

- ▶ sur le plan intérieur, par la baisse des tarifs douaniers, le démantèlement de l'organisation des marchés intérieurs,
- ▶ sur le plan extérieur, par la priorité à l'exportation, qui déprime les prix payés aux agriculteurs.

L'OMC pousse à une concurrence extrême entre tous les producteurs: les producteurs y perdent; les consommateurs n'y gagnent pas: la baisse des prix agricoles profite surtout à l'industrie agro-alimentaire et la grande distribution.

L'OMC affaiblit les plus faibles, au profit des plus forts.

II. Pour des politiques agricoles fondées sur des droits

La politique agricole met en jeu des droits humains fondamentaux et des attentes des populations, en particulier pour les femmes:

- ▶ le droit à l'alimentation (saine, culturellement adaptée,...),
- ▶ le droit à produire celle-ci,
- ▶ l'accès aux ressources (terre, semences, eau, crédit,...),
- ▶ le respect de l'environnement (modes de productions durables, biodiversité),
- ▶ l'équité (droit à des revenus décents),
- ▶ ...

Le marché ne peut assurer le respect de ces droits. C'est la responsabilité des Pouvoirs Publics, à l'échelle locale, d'un pays ou d'un groupe de pays. C'est la base de la souveraineté alimentaire.

Pour assurer ces droits en agriculture, des instruments sont indispensables, en particulier une protection à l'importation et la maîtrise de l'offre. Les prix agricoles doivent couvrir les coûts de production, y compris une rémunération décente de l'agriculteur.

Des ressources financières doivent être disponibles pour assurer des niveaux suffisants d'infrastructures et de services, particulièrement dans les pays du Sud.

L'objectif d'exportation ne doit pas être prioritaire par rapport aux droits fondamentaux, que ce soit dans le pays même ou vis-à-vis des autres pays.

III. Pour un commerce international solidaire

Le commerce est nécessaire, mais n'a pas la prééminence sur les droits fondamentaux.

La première exigence de solidarité est d'éviter que des exportations viennent déstabiliser les marchés internes d'autres pays. La priorité est à donner à l'approvisionnement du marché intérieur.

L'accès au marché doit se faire sans dérégulation du marché du pays importateur. Il faut viser l'élimination de toutes les formes de dumping.

Les subventions en agriculture, attribuées sur base des droits et attentes des populations, sont légitimes, à condition qu'elles ne servent pas à promouvoir des exportations.

Les règles du commerce ne peuvent pas empêcher un pays de favoriser un système de production durable, basé sur des exploitations familiales.

Il faut une concertation et un effort de maîtrise de l'offre sur les marchés internationaux, en particulier des actions communes de la part des pays producteurs et consommateurs pour stabiliser les marchés et assurer des prix équitables pour les produits essentiellement destinés à l'exportation (café, cacao,...). Les accords d'importation préférentiels peuvent également jouer un rôle positif, notamment pour des petits pays à économie vulnérable.

Les choix légitimes des populations qui refusent par exemple les OGM, les hormones, ... doivent être prioritaires par rapport aux intérêts des firmes commerciales et être respectés par les règles du commerce international.



Face aux risques liés à la négociation actuelle à l'OMC, et pour défendre les choix énoncés ci-dessus, la mobilisation la plus large possible des organisations paysannes et des autres organisations de la société civile est nécessaire et urgente.
Appel est fait aux gouvernements de refuser les conceptions et les propositions actuelles à l'OMC, et de défendre à Cancun le principe de souveraineté alimentaire.

Lors du séminaire de Dakar, outre la déclaration adoptée par des représentants d'organisations paysannes et de producteurs agricoles de plus de trente pays, les participants ont décidé de se concerter et de tenter de coordonner leurs activités concernant les négociations commerciales de l'OMC. Un site Web trilingue (fr, en, sp) été mis en place afin de faciliter l'échange d'information entre organisations.

<http://www.dakar-cancun.org>

Liste des organisations paysannes et de producteurs agricoles signataires de la déclaration de Dakar

(Les organisations qui étaient présentes à Dakar sont marquées d'une *)

Afrique de l'Ouest

RESEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (ROPPA)

- ▷ Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP), Coordination Nationales des Organisations Paysannes du Mali, Ibrahima COULIBALY *
- ▷ AREN, Coordination Nationale de la Plate-forme Paysanne du Niger, Djibo BAGNA *
- ▷ ANOPACI, Désiré PORQUET *, Côte d'Ivoire
- ▷ Fédération Nationale des Femmes Rurales du Burkina (FENAFER\B), Confédération Paysanne du Burkina Faso (CPF), Françoise BANGRE *
- ▷ Fédération des Paysans du Fouta Djallon, Alpha Oumar DIALLO *, Guinée
- ▷ Association of Farmers, Educators and Traders (AFET), Manlafi GASSAMA *, Gambia
- ▷ Conseil National de Concertation et de Coopération des Rureaux (CNCR), Samba GUEYE *, Bara GOUDIABY *, Sénégal
- ▷ Asprodeb, Awa DIALLO *, Ousmane NDIAYE *, Sénégal
- ▷ Président du ROPPA, Ndiougou FALL *, Afrique de l'Ouest

Afrique de l'Est

EAST AFRICAN FARMERS UNION (E.A.F.U.)

- ▷ Uganda National Farmers Federation, E.A.F.U., Henry Mutebi KITYO*, Chebet Maikut *, Uganda - Afrique de l'Est
- ▷ National Network of Farmers' groups Tanzania (Mwiwata), Mwadini MYANZA*, Tanzania
- ▷ Sydip, Mivimba PALUKU *, RD Congo
- ▷ Urugaga Imbaraga, Sebastien BITANUZIRE *, Rwanda
- ▷ Kenya Federation of Agricultural Producers (KENFAP), Mercy Karanja*, Philip Kiriro*, Kenya

Afrique Centrale (voir aussi les membres de l'EAFU ci-dessus)

- ▷ Concertation Nationale des Organisations Paysannes du Cameroun (CNOPC), Abbo FODOUE *, Cameroun

Afrique Australe

- ▷ União Nacional de Camponeses (UNAC), Renaldo CHINGORE JOAO *, Amade SUCA*, Mozambique
- ▷ Coalition Paysanne de Madagascar, Jean Chrysostôme RAZAFIMANDIMBY *, Madagascar

Europe

- ▷ Fédération Wallonne de l'Agriculture (FWA), Pierre Ska *, Yves Someville *, Belgique
- ▷ Jordberga, Confédération Internationale des Betteraviers Européens (CIBE), Otto von Arnold *, Suède
- ▷ Coordination Paysanne Européenne (CPE), membre de Via Campesina, Gérard Choplin *, Belgique - Europe
- ▷ Uniterre/CPE, Gérard Vuffray *, Suisse
- ▷ Sindicato Labrego Galego/CPE, Xosé Ramon *, Espagne
- ▷ Confédération Paysanne/CPE, Christian Boisgontier*, France
- ▷ EHNE/CPE/Via Campesina, Paul Nicholson *, Espagne
- ▷ Confédération des Betteraviers Belges, Jean-François Sneessens *, Belgique
- ▷ Jeunes Agriculteurs Français, Jérôme Despey, France
- ▷ Front Uni des Jeunes Agriculteurs, membre CPE, Xavier Delwarte, Belgique
- ▷ Mouvement d'Action Paysanne, Jacques Bossuyt, Belgique
- ▷ Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganadores del Estado Español COAG - Via Campesina, Javier Sanchez Anzo, Espagne
- ▷ Coordination Rurale Union Nationale, François Vienne, France

Amérique du Nord

- ▷ National Family Farm Coalition (NFFC), Mme Dena Hoff *, USA
- ▷ UNORCA, Ernesto LADRON DE GUEVARA *, Mexico
- ▷ American Corn Growers association, Keith J. Dittrich, USA

Amérique Centrale

- ▷ ATC, Eduardo Vallecillo *, Nicaragua

Amérique du Sud

- ▷ COPROFAM, Silvio Mazaroli *, Uruguay - Mercosur
- ▷ CONTAG, Alberto Broch *, Brasil
- ▷ Confederación Campesina del Perú, Victor Torres *, Pérou
- ▷ Fetraf-Sul/Cut, Volmir Santolim *, Brasil

Caraïbes

- ▷ Winfa, Renwick Rose *, St. Vincent and the Grenadines

Asie

- ▷ FSPI, Indra Lubis *, Indonésie
- ▷ South Asian Peasants Coalition, Biblap Halim *, Inde
- ▷ Korean Farmers League, Jung Hyeon Chan *, Corée du Sud
- ▷ Bangladesh Krishok Federation, Badrul Alam, Bangladesh

Liste des adhérents à la déclaration de Dakar

- ▷ AEFJN (Africa-Europe Faith and Justice Network), Maru Bastarreche, Belgium
- ▷ Afrique Verte Burkina Faso, KI Philippe de Kassan, Burkina Faso
- ▷ Afrique Verte, Caroline Bah, France
- ▷ Agir Ici, Céline Trublin, France
- ▷ Asociacion Ambientalista GUERREROS VERDES A.C., Elena Kahn, Mexico
- ▷ Centre National d'Actions et d'Accompagnement Communautaire (CNAC) Olivier Bakali Kosumba, République Démocratique du Congo
- ▷ Centre National de Coopération au Développement 11-11-11, Gérard Karlshausen, Belgique
- ▷ CIEPAC, Jacques Berthomé, France
- ▷ Collectif Stratégies Alimentaires (CSA), Belgique *
- ▷ Comité de Bienvenida a Cancun, Juan Carlos Núñez Fernández, Mexico
- ▷ Cooperacció, Tono Albareda, Espana
- ▷ Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganaderos del estado español (COAG), Sanchez Anso, España
- ▷ Coordination SUD, Henry Rouille d'Orfeuille, France
- ▷ Ecologistas en Acción de Calatayud, Ismael Callejero Guillen, España
- ▷ Ecologistas en Acción de Majadahonda, Consuelo Sanz, España
- ▷ Ecologistas en Accion, Tom Kucharz, Espana
- ▷ Fédération Artisans du Monde, Laurent Levard, France
- ▷ FIAN Belgium, Marie Teller-Peron, Belgique
- ▷ Fondation René Dumont, Marie-Hélène Aubert, France *
- ▷ GEYSER, Philippe Pouchin, France
- ▷ Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET), Pascal Bergeret, France
- ▷ IATP (Institute for Agriculture and Trade Policy), Steve Suppan, USA *
- ▷ Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram), Jean-Bernard Spinat, François Doligez, France
- ▷ Les Amis de la Terre, Ben Lefetey, France
- ▷ Oxfam-Solidarité, Thierry Kesteloot, Belgique *
- ▷ Pesticide Action Network Belgium, Barbara Decupere, Belgique
- ▷ Plataforma Rural, Jeronimo Aguado, España
- ▷ Plate-forme Souveraineté Alimentaire, Belgique
- ▷ Réseau d'Agriculture Urbaine de Kinshasa, Ir. Pierre Ongala, République Démocratique du Congo
- ▷ Solidarité Socialiste, Pascale Bodinaux, Belgique
- ▷ SOS Faim, Freddy Destrait, Belgique *
- ▷ Terra Nuova - Centro per il volontariato, Caterina Imbastari, Italia
- ▷ Terra Nuova, Nora McKeon Italie *
- ▷ The Development Fund, Alice Ennals, Norvège *
- ▷ Centre de Promotion des Valeurs Africaines (CEPROVA), Victor Youmbi, Cameroun

Adresse de contact ■ Conseil National de Concertation et de Coopération des Rureaux (CNCR) - tél: (221) 824 71 03 / Email: cncr@cncr.org

■ Collectif Stratégies Alimentaires (CSA) - Tél: (32)2 412 06 61 / Email: csa@csa-be.org

► Possibilité d'adhérer à la déclaration de Dakar via le site Web.